



Appellation d'origine contrôlée Indication géographique protégée

Spezialitäten mit Charakter
Reflets de nos terroirs

Medienmitteilung
04.10.2011

Ambitiöse Projekte von OriGIn – die internationale Organisation für geschützte Produkte

Guadalajara - Mehr als 200 Delegierte der ganzen Welt trafen sich in Mexiko um über die Zukunft von Produkten mit einer geschützten Angabe (GA) im Zeitalter des globalisierten Handels zu diskutieren. Die Schweiz wurde von Alain Farine, Direktor der Schweizerischen Vereinigung der AOC-IGP, vertreten.

200 Repräsentanten von GA-Sortenorganisationen aus 35 Ländern haben sich in Guadalajara (Mexiko) am 29. September 2011 für die 5. Generalversammlung von OriGIn eingefunden. Sie haben die Strategie zur Promotion und zum Schutz der GA für die nächsten zwei Jahren in der „Declaration of Guadalajara“ festgelegt.

Der wiedergewählte Präsident, Ramón Gonzalez Figueroa, hat angekündigt, dass OriGIn das ambitionierte Projekt hat, alle GA-Produkte der Welt in einer Sammlung zu erfassen. „Diese Sammlung präsentiert eine unschätzbare Quelle der Information für alle betroffenen Produzenten, Konsumenten, Wissenschaftler, Ämter zur Registrierung von Marken und Behörden, die sich weltweit mit GA befassen“, betonte Ramón Gonzalez. „Wir begrüßen jede Unterstützung von zivilen Gesellschaften sowie interessierten Parteien und zu helfen, dieses wichtige Projekt zu verwirklichen.“ OriGIn konzentriert sich in den nächsten Jahren auf den Schutz der GA im Internet, die technische Unterstützung von GA-Projekten in Afrika sowie auf die problematische Ausdehnung freiwilliger Standards von privaten Labels im internationalen Handel.

Anlässlich des statutarischen Teils hat OriGIn eine internationale Konferenz organisiert, an der die Tendenzen der GA-Branchen auf internationalem Niveau thematisiert wurden. „Um unserer Aufgabe zu entsprechen, haben wir gemeinsame Themen, welche unsere Mitglieder betreffen, behandelt, so zum Beispiel die erfolgreiche Führung einer Dachorganisation von GA-Produkten auf nationaler Ebene oder die neuste Entwicklung der GA in Nord-Amerika“ präzisierte Massimo Vittori, Direktor von OriGIn. „Da wir innovative Ansätze verfolgen, haben wir auch einen grossen Koch-Publikumsanlass organisiert. Einerseits um die Neugier der Öffentlichkeit zu wecken und die Wichtigkeit des Schutzes von Produkten mit Ursprungsbezeichnung aufzuzeigen, andererseits um die mexikanischen Konsumenten über die Geschichte und Qualität der GA ihres Landes zu informieren“ ergänzte Massimo Vittori.

Zeichen inkl: 2'586

Für weitere Informationen wenden Sie sich bitte an Alain Farine, Direktor der Schweizerischen Vereinigung der AOC-IGP, per mail: alain.farine@aoc-igp.ch oder Telefon 076 355 98 53.



Appellation d'origine contrôlée Indication géographique protégée

Spezialitäten mit Charakter
Reflets de nos terroirs

Medienmitteilung
04.10.2011

OriGIN : Déclaration de Guadalajara *(29 septembre 2011)*

Les membres de l'Organisation pour un Réseau International d'Indications Géographiques – oriGIN – réunis à Guadalajara (Mexique) à l'occasion de leur cinquième Assemblée Générale, se sont mis d'accord pour adopter la Déclaration suivante au nom des producteurs d'Indications Géographiques (ci-après IGs) de tous les continents représentés par leurs groupements respectifs :

Conscients d'une part des bienfaits et de l'impact des IGs sur les communautés rurales à travers le monde et de l'importance de leur rôle pour assurer le développement durable, constatant d'autre part les coûts croissants liés à l'enregistrement et au respect des droits liés aux IGs dans les juridictions étrangères et le phénomène grandissant des imitations et des usurpations qui affectent les produits d'origine, nous pensons que le moment est venu d'élaborer un registre répertoriant les IGs protégées à ce jour dans le monde. Ce registre devrait également inclure des informations de base comme la taille de la communauté concernée. OriGIN souhaite mener à bien ce projet et, à cet égard, compte sur la contribution de toutes les parties intéressées (autorités gouvernementales, producteurs d'IGs, organisations internationales, ONGs, bureaux de marques, cabinets d'avocats, universités, fondations, etc.) qui souhaitent la rejoindre pour finaliser cet important projet. Un tel registre représenterait une inestimable source d'informations pour les producteurs, les consommateurs, les bureaux de marques, les chercheurs et les autorités publiques en charge des IGs à travers le monde.

Malgré l'utilisation déloyale et illégitime grandissante des indications géographiques dans les noms de domaine de premier niveau générique (gTLDs) dont sont victimes les IGs sur Internet, nous constatons avec regret que la politique uniforme des règlements de litiges en matière de noms de domaine (Uniform Domain Name Dispute Resolution Policy – UDRP), adoptée par l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN) en août 1999, n'est pas parvenue à évoluer et à prendre en compte les nouveaux scénarios du cyberspace. Alors que la propagation d'Internet à travers le monde se fait à grande vitesse et que les consommateurs utilisent de plus en plus ce support lorsqu'ils recherchent des informations sur la qualité des produits, les règles de l'ICANN concernant la violation des droits de propriété intellectuelle dans les noms de domaine (« cybersquatting ») restent limitées aux marques et ne couvrent pas les IGs. A la lumière de ce constat, nous appelons l'ICANN et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) à mettre un terme à cette discrimination sans fondement qui est défavorable à la fois aux producteurs d'IGs, dont la réputation est ternie, et aux consommateurs qui sont trompés. Nous pensons que l'actuelle UDRP doit être modifiée afin de protéger pleinement les IGs. Par ailleurs, le processus de l'ICANN d'autorisation des demandes de création de nouveaux gTLDs, y compris ceux reproduisant des IGs, ouvre la porte à des centaines de nouveaux domaines Internet potentiels et engendre de graves risques pour les producteurs légitimes d'IG. Etant donné les nouvelles opportunités offertes par ce biais aux « cybersquatteurs », nous demandons à l'ICANN de développer les instruments appropriés pour permettre aux bénéficiaires d'IGs de se protéger contre les demandes et les enregistrements de gTLDs reproduisant des IGs par des sujets illégitimes.

Ces dernières années, les IGs ont démontré leur dimension globale. Alors que de nombreux progrès ont été enregistrés chez les producteurs des pays développés, que ce soit en termes de noms enregistrés ou de bénéfices pour les communautés locales, un immense potentiel reste



Appellation d'origine contrôlée Indication géographique protégée

Spezialitäten mit Charakter
Reflets de nos terroirs

Medienmitteilung
04.10.2011

encore inexploité dans d'autres régions du monde, en particulier en Afrique. Nous insistons donc sur la nécessité de renforcer les projets d'assistance technique dans le domaine des IGs afin que les producteurs africains puissent profiter pleinement des avantages offerts par les produits d'origine et nous lançons un appel aux bailleurs de fonds pour qu'ils ciblent les IGs dans leurs projets de développement.

Partant du constat que les prétendues normes « volontaires », utilisées pour donner aux consommateurs des informations sur la qualité des produits et sur la manière dont ils sont élaborés, sont en train de proliférer sur les marchés internationaux, nous appelons à une meilleure coordination entre les autorités publiques et les acteurs concernés dans le but de promouvoir une approche internationale cohérente de ce problème et de faciliter le flux régulier d'informations aux producteurs et aux consommateurs à travers le monde. En particulier, afin d'éviter que les producteurs se fassent imposés des normes pouvant aller à l'encontre de leurs intérêts et de ceux de leurs communautés, il nous paraît indispensable que les organisations légitimes de producteurs soient à l'avenir systématiquement impliquées dans l'élaboration de toute nouvelle norme volontaire.



Appellation d'origine contrôlée Indication géographique protégée

Spezialitäten mit Charakter
Reflets de nos terroirs

Medienmitteilung
04.10.2011

OriGIn: Declaration of Guadalajara *(29 September 2011)*

The members of the Organization for an International Geographical Indications Network – oriGIn – convened in Guadalajara (Mexico) for its fifth General Assembly, on behalf of the producers of geographical indications (hereinafter GIs) from all continents represented by their respective groups, agreed to adopt the following Declaration:

Aware of the growing costs for GI groups related to the registration and enforcement of GIs in foreign jurisdictions and of the increasing phenomenon of imitations and usurpations affecting origin products, we believe time is ripe for the international civil society to come up with a compilation of the GIs currently protected in the world. Over the next three years, oriGIn intends to lead this project to its completion. In this respect, we call upon any interested party (Governmental authorities, GI producers, International Organizations, NGOs, Trademark Offices, law firms, universities, foundations, etc.) to join forces and work with us to finalize this important endeavour. Such a compilation will represent an invaluable source of information for producers, consumers, trademark offices and public authorities in charge of GIs around the world.

In spite of the growing unfair use of GIs on the internet, such as the case of GIs used by illegitimate parties in generic top-level domains (gTLDs), we regret to note that the Uniform Domain Name Dispute Resolution Policy (UDRP), first adopted by the Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN) in August 1999, has failed to evolve to take into account the new scenarios of the cyberspace. While the worldwide internet penetration is skyrocketing and consumers use more and more the internet in their search for quality products, the ICANN rules concerning the abuse of IPRs in domain names (“cybersquatting”) are still limited to trademarks and do not cover GIs. In light of this, we call upon the ICANN and the World Intellectual Property Organization (WIPO) to put an end to such unreasonable discrimination, which is detrimental to both GI producers, whose reputation is tarnished, and consumers, which are misled. We believe the current UDRP should be modified in order to fully protect GIs. Moreover, the overall ICANN process to allow requests for the establishment of new gTLDs, including the ones reproducing GIs – by opening the door to potentially hundreds of new internet domains – poses a serious risk to legitimate GI producers. As this has the potential to provide fresh opportunities for “cybersquatters”, we call upon ICANN to make sure adequate instruments are provided for GI beneficiaries to prevent the requests and the registration of gTLDs reproducing GIs by illegitimate parties.

Over the last few years GIs have shown once more their global nature. While several advancements for producers in developing countries were registered, both in terms of names registered and benefits for local communities, a huge potential still remained unexploited, especially in Africa. We therefore stress the need for strengthening GI-related technical assistance projects so that producers in Africa might reap the full benefits of local origin products and we call upon international donors to provide for targeted GI-components in development projects.

Aware that the so-called “voluntary standards” – used to provide consumers with information concerning certain qualities of their products as well as the way they are realized – are



Appellation d'origine contrôlée Indication géographique protégée

Spezialitäten mit Charakter
Reflets de nos terroirs

Medienmitteilung
04.10.2011

proliferating in international trade, we call for better coordination between public authorities and other interested stakeholders, in order to promote an international coherent approach to this issue and facilitate the regular flow of information to producers and consumers worldwide.